



TABLEAU DE BORD économique de l'Ile-de-France

LE TAUX DE CHOMAGE FRANCILIEN A RETROUVÉ SON NIVEAU D'AVANT-CRISE

Malgré un contexte sanitaire marqué par la cinquième vague de Covid-19 en France, l'activité francilienne est restée bien orientée au quatrième trimestre 2021. La tendance la plus favorable a été observée sur le marché du travail : le taux de chômage francilien s'est réduit de 0,5 point pour se fixer à 7,2 % et a ainsi retrouvé son niveau du quatrième trimestre 2019, le dernier avant le début de la pandémie. Parallèlement, l'emploi salarié privé a augmenté de 2,7 % sur un an (soit plus de 127 000 créations nettes en 2021) et dépasse de 0,2 % son niveau d'avant la crise sanitaire. Pour autant, d'autres tendances sont moins réjouissantes : le nombre de nuitées hôtelières dans la région-capitale au quatrième trimestre 2021 a été inférieur de 21,1 % à son niveau de la même période de 2019, le nombre de passagers à Roissy et Orly s'est élevé à seulement 41,9 millions en 2021 contre 108,0 millions en 2019, le déficit commercial francilien a atteint 58,3 milliards d'euros en 2021, soit plus qu'en 2008, année du précédent plus bas.

Conjoncture française

Après avoir nettement rebondi aux deuxième et troisième trimestres 2021 (+ 1,3 %, puis + 3,1 %), le PIB hexagonal a de nouveau été favorablement orienté au cours du dernier trimestre de l'année mais la croissance s'est ralentie (+ 0,7 %) ; en effet, si la contribution de la demande intérieure est restée positive, celle du commerce extérieur a tiré la croissance vers le bas. Dans ce contexte, l'emploi salarié privé a encore augmenté au quatrième trimestre 2021 (+ 0,6 % sur un trimestre, soit près de 118 000 créations nettes) et a dépassé pour la première le cap des 20 millions ; parallèlement, le taux de chômage s'est réduit de 0,6 point fin 2021 à la fois en France métropolitaine et sur l'ensemble de la France (soit respectivement 7,2 % et 7,4 %) et côtoie désormais ses points bas d'avant la récession de 2008-2009.

Tendances à court terme

Malgré la vague épidémique liée au variant omicron, l'économie francilienne a débuté l'année 2022 sur de bonnes bases : des hausses d'activité ont ainsi été enregistrées jusqu'en février, tant dans les services que dans la construction ou encore dans l'industrie, à l'exception notable de la fabrication de matériels de transports. Néanmoins, les difficultés de recrutement et d'approvisionnement perduraient en janvier et en février dans de nombreux secteurs ; surtout, les conséquences macroéconomiques de la guerre en Ukraine renforcent encore les pénuries et augmentent les tensions sur les cours des matières premières et sur les prix à la consommation. Ainsi, l'inflation est au plus haut depuis des années : en France, elle s'est fixée, selon la première estimation de l'Insee, à + 4,5 % en mars.

Avril 2022

Période sous revue : 4^e trimestre 2021

Un centre d'observation de

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE
PROSPECTIVE

**CROCIS**
L'économie en Ile-de-France
Chiffres, analyses, tendances

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Indice de la production nationale industrielle

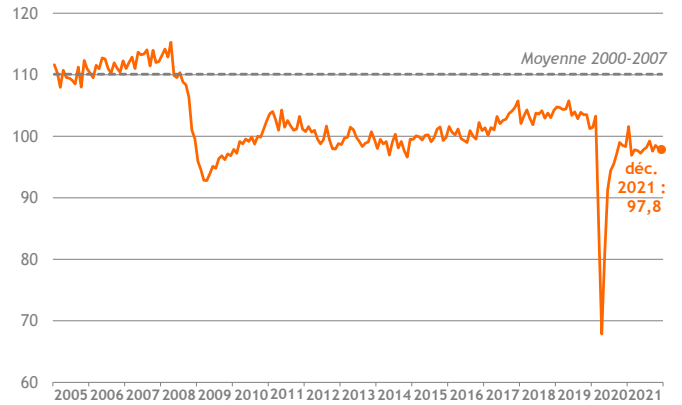
4^e trimestre 2021 - glissement annuel

- 0,5 %

Après avoir touché un point bas en avril 2020, lors du premier confinement national, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal s'est ensuite rapidement redressé jusqu'à l'automne 2020 mais plafonne depuis, sans être parvenu à retrouver ses niveaux pré-pandémie (son niveau de décembre était encore inférieur de 5,3 % à celui de février 2020). La tendance est même désormais légèrement négative et, au quatrième trimestre 2021, la production a reculé en moyenne de 0,2 % par rapport au trimestre précédent et de 0,5 % par rapport au quatrième trimestre 2020. Au plan sectoriel, les évolutions sont restées très contrastées : malgré un rebond fin 2021, la fabrication d'automobiles a notamment été inférieure de 19,2 % à son niveau du quatrième trimestre 2020 tandis que la fabrication de textile et habillement a augmenté dans le même temps de 5,4 %.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

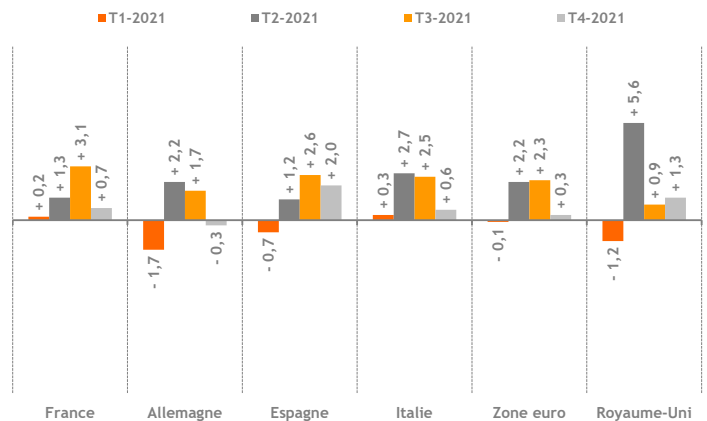
La conjoncture européenne

4^e trimestre 2021 - PIB de la zone euro

+ 0,3 %

La croissance européenne a été moins dynamique au quatrième trimestre 2021 qu'au cours des deux trimestres précédents ; ainsi, le PIB a augmenté de 0,3 % dans la zone euro et de 0,4 % dans l'Union européenne (UE) alors que les hausses avaient dépassé les 2,0 % aux deuxième et troisième trimestres. Parmi les principales économies continentales, les évolutions ont été très contrastées. En effet, le PIB allemand s'est contracté de 0,3 % tandis que la croissance espagnole atteignait + 2,0 % ; la France et l'Italie ont quant à elles affichés des hausses de PIB de respectivement 0,7 % et 0,6 %. De l'autre côté de la Manche, la croissance s'est élevée à + 1,3 %. Parallèlement, le taux de chômage européen s'est encore réduit fin 2021, pour atteindre en décembre 7,0 % dans la zone euro et 6,4 % dans l'UE.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et OCDE pour le Royaume-Uni

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB 2018 (en milliards d'euros - Insee)	726,2	2 360,7 (France métrop. : 2 316,7)	30,8 % (31,3 %)
PIB/habitant 2018 (en euros)	59 387	35 252 (France métrop. : 35 763)	-
PIB/emploi 2018 (en euros)	112 555	83 204 (France métrop. : 83 625)	-
Emplois salariés privés (4 ^e trimestre 2021 - Insee)	4 845 827	20 060 257 (France métrop. : 19 681 422)	24,2 % (24,6 %)
Taux de chômage (4 ^e trimestre 2021 - Insee)	7,2 %	7,4 % (France métrop. : 7,2 %)	-

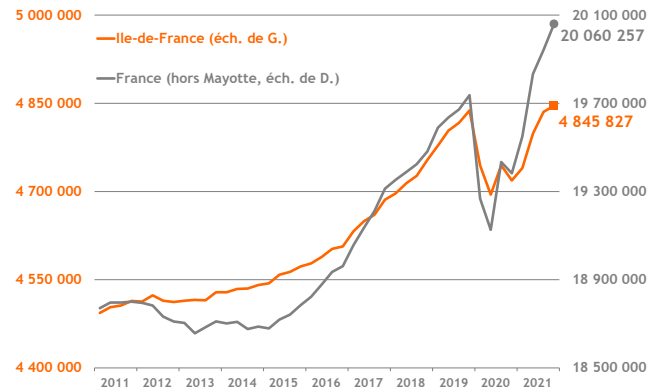
Emploi salarié privé

4^e trimestre 2021 - glissement annuel

+ 2,7 %

Après avoir perdu près de 120 000 unités en 2020, l'emploi salarié privé francilien a été favorablement orienté dès le début de 2021 et a quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise au troisième trimestre 2021 avant de le dépasser au quatrième. Il a en effet augmenté de 0,2 % sur un trimestre fin 2021, ce qui a porté le total des créations nettes en 2021 à plus de 127 000 (soit + 2,7 % sur un an). Au plan sectoriel, il est à souligner que les effectifs de la construction dépassent de 4,5 % leur niveau d'avant la pandémie mais se sont montrés moins dynamiques au second semestre 2021 (repli de 0,4 % sur un trimestre au troisième trimestre, puis stabilisation au quatrième). Par ailleurs, le rebond de l'emploi francilien est moins soutenu qu'au plan national : l'emploi salarié privé en France est d'ores et déjà supérieur de 1,6 % à son point haut d'avant la crise sanitaire tandis que le surplus n'est que de 0,2 % en Ile-de-France.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

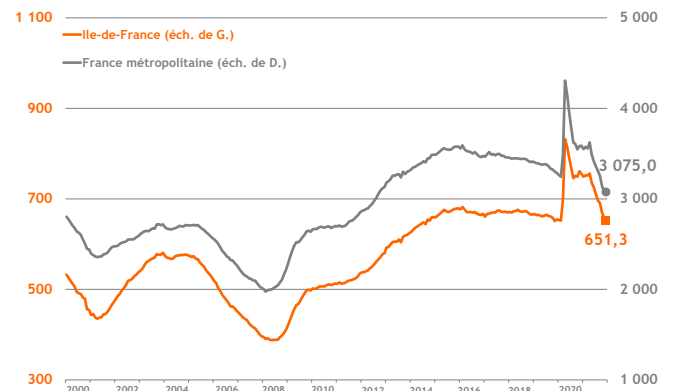
Demande d'emploi

décembre 2021 - glissement annuel

- 13,8 %

Très nettement reparti à la hausse en mars et en avril 2020 pour atteindre jusqu'à 832 350 unités, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France s'est ensuite réduit de mai à août 2020 avant de se caler autour de 750 000 jusqu'en avril 2021. Depuis, il est de nouveau clairement orienté à la baisse et, en décembre 2021, il s'est replié de 13,8 % en glissement annuel ; surtout, à 651 290 unités, le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est désormais inférieur de 0,1 % à son point bas d'avant la pandémie (652 060 en février 2020). Au plan national, le reflux du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a été plus rapide qu'en Ile-de-France : en décembre, le volume de demandeurs d'emploi en catégorie A était en recul de 14,3 % sur un an et était déjà inférieur de 5,2 % à celui de février 2020.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Note : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Taux de chômage

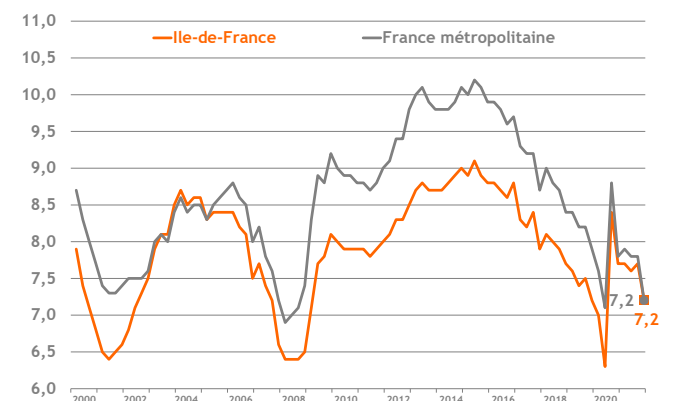
4^e trimestre 2021

7,2 %

Alors qu'il avait très peu évolué au cours des neuf premiers mois de 2021, le taux de chômage s'est nettement réduit au quatrième trimestre 2021 (- 0,5 point) pour se fixer à 7,2 %, soit le même niveau qu'au quatrième trimestre 2019. Au plan national, la tendance a également été à la baisse fin 2021 (- 0,6 point) et le taux de chômage en France métropolitaine s'est également élevé à 7,2 % au quatrième trimestre 2021.

C'est la première fois depuis la période 2003-2005 (i.e. les années ayant suivi l'éclatement de la bulle internet) que les taux de chômage en Ile-de-France et en France métropolitaine sont égaux alors que l'écart a atteint jusqu'à 1,3 point, à l'avantage de la région-capitale, fin 2012 – début 2013.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

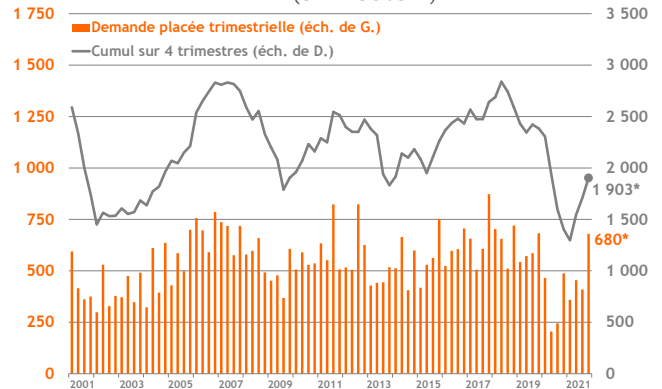
4^e trimestre 2021 - Surfaces de bureaux commercialisés

680 200 m²

Encore plus nettement qu'aux trimestres précédents, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a rebondi au quatrième trimestre 2021. Ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à 680 200 m² fin 2021, soit une hausse de 39,4 % par rapport au quatrième trimestre 2020 mais surtout un niveau équivalent aux 682 400 m² du quatrième trimestre 2019. Plusieurs grandes transactions ont conduit à ce résultat, dont l'acquisition par Primonial Reim France et Société Générale Assurances des 45 000 m² de Window à La Défense.

Néanmoins, sur l'ensemble de 2021, la demande placée en Ile-de-France ne s'est élevée qu'à 1 903 100 m², contre près de 2 400 000 m² en 2019 et quelque 2 600 000 m² en 2018.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le quatrième trimestre 2021

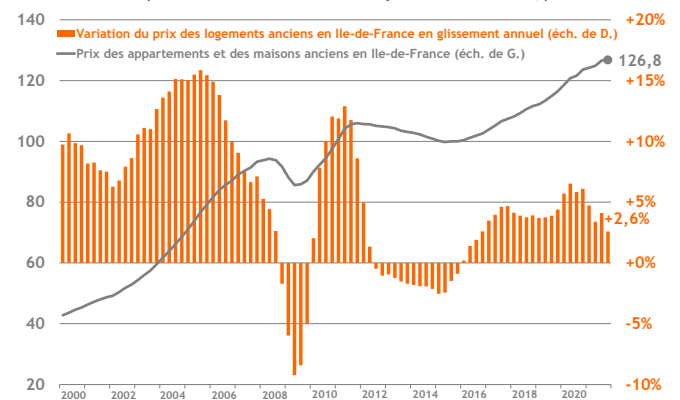
Prix des logements anciens

4^e trimestre 2021 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 2,6 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) est resté orienté à la hausse en Ile-de-France au quatrième trimestre 2021 mais le mouvement s'est de nouveau atténué. Ainsi, l'augmentation s'est élevée à 0,2 % sur un trimestre (après + 1,4 % au troisième trimestre 2021) et à + 2,6 % sur un an (après + 4,1 % au trimestre précédent). La demande pour certains biens (petite surfaces, appartements sans balcon, etc.), en particulier dans la capitale, reste en effet limitée. L'augmentation des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 27,1 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 28,7 % contre + 23,8 % pour les maisons).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee
* : données provisoires pour le quatrième trimestre 2021

Emploi intérimaire

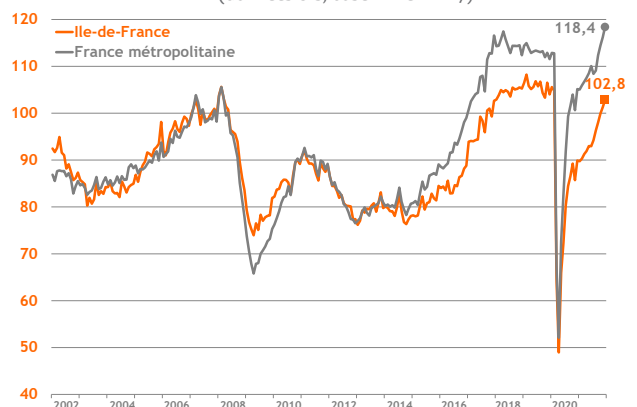
décembre 2021 - glissement annuel

+ 14,3 %

Après avoir subi une chute brutale au printemps 2020 (passant de 131 813 en février à 61 560 en avril), le nombre d'emplois intérimaires en Ile-de-France s'est ensuite redressé progressivement. Au quatrième trimestre 2021, l'emploi intérimaire dans la région est resté favorablement orienté et, en décembre dernier, il était en hausse de 14,3 % sur un an. A 129 259 unités, il n'en est pas moins resté en retrait de 1,9 % par rapport à son niveau d'avant le début de la crise sanitaire.

Le rebond de l'emploi temporaire est plus net et plus rapide au plan national puisque, en décembre dernier, l'intérim en France métropolitaine dépassait de 5,0 % son volume de février 2020 et était au plus haut depuis le début des années 2000.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Créations d'entreprises

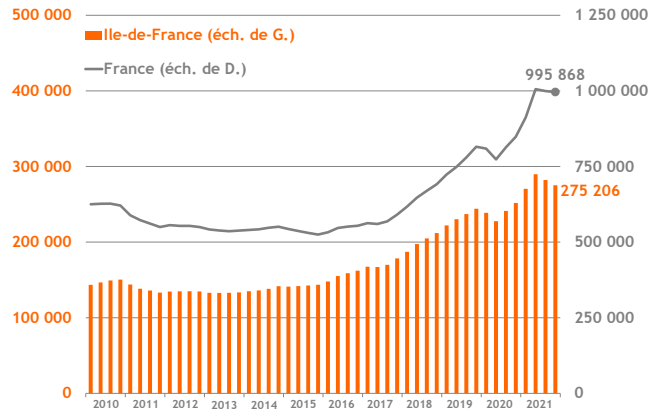
créations d'entreprises - 4^e trimestre 2021

69 292

Près de 70 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au quatrième trimestre 2021 ; ce volume a représenté une baisse de 9,0 % en glissement annuel, la seconde consécutive (- 11,4 % au troisième trimestre 2021). Cette décélération a été le fait des créations sous le régime du micro-entrepreneur (- 16,8 % fin 2021, après déjà - 17,6 % au trimestre précédent) tandis que les créations « classiques » sont restées orientées à la hausse (+ 5,5 %). Cette atténuation du dynamisme des créations dans la région au second semestre 2021 a empêché le cumul annuel de franchir pour la première fois le cap des 300 000 (275 206 de janvier à décembre 2021). Au plan national, la tendance est également à la baisse mais le ralentissement est moins net : le volume total de créations d'entreprises y a diminué de seulement 1,4 % par rapport au quatrième trimestre 2020 (- 3,6 % pour les nouveaux micro-entrepreneurs et + 2,7 % pour les créations « classiques »).

Créations d'entreprises en Ile-de-France

(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

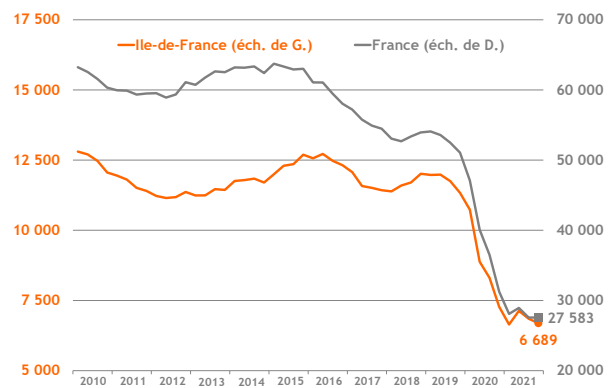
4^e trimestre 2021 - glissement annuel

- 8,0 %

Après avoir ponctuellement augmenté au printemps 2021, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est depuis reparti à la baisse ; il a ainsi diminué de 8,0 % au quatrième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020. En cumul sur l'ensemble de 2021, le volume de défaillances dans la région est resté faible : 6 689 contre 7 273 en 2020 et 11 333 en 2019, dernière année avant la pandémie. Cette faiblesse s'explique en grande partie par les mesures de soutien aux entreprises pour faire face à la crise sanitaire. Au plan national, la tendance est proche mais le nombre de défaillances d'entreprises s'est seulement stabilisé au quatrième trimestre 2021 (+ 0,2 % en glissement annuel par rapport au quatrième trimestre 2020) ; si le volume n'en reste pas moins très inférieur à ses niveaux d'avant crise, cette interruption du mouvement de baisse pourrait augurer d'un point d'inflexion et d'un rebond des faillites.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France

Dépenses de consommation des ménages

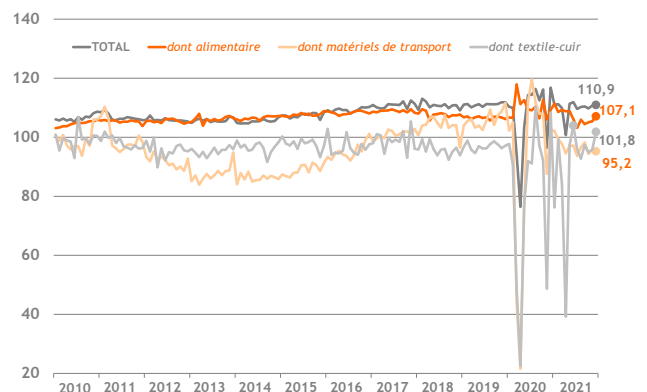
4^e trimestre 2021 - glissement annuel

+ 0,6 %

Les dépenses de consommation en biens des ménages français sont restées hésitantes au quatrième trimestre 2021 ; ainsi, la consommation s'est repliée de 0,6 % sur un mois en octobre, avant de rebondir de 0,9 %, puis 0,2 % en novembre et décembre. Au final, sur l'ensemble du dernier trimestre de 2021, les dépenses de consommation en biens ont gagné 0,3 % comparativement à celles du troisième trimestre 2021 et 0,6 % par rapport à celles du quatrième trimestre 2020. Les dépenses en textile et cuir ont été particulièrement bien orientées puisqu'elles ont augmenté à la fois sur un trimestre (+ 2,2 %) et sur un an (+ 17,4 %) ; à l'inverse, la consommation de matériels de transport a souffert et s'est réduite de 1,0 % sur un trimestre et de 4,2 % en glissement annuel.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

exportations - 4^e trimestre 2021 - glissement annuel

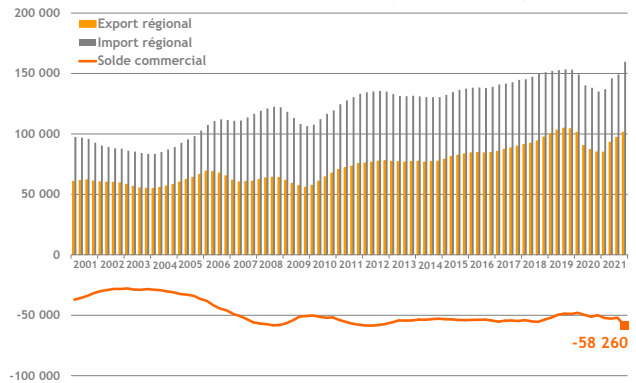
+ 17,0 %

Après avoir été orientées à la baisse du printemps 2020 au printemps 2021, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes sont, depuis, reparties à la hausse ; ainsi, au quatrième trimestre 2021, elles ont augmenté de 17,0 % par rapport à la même période de 2020 et ont dépassé de 9,0 % celles du quatrième trimestre 2019. Toutefois, les importations en valeur ont parallèlement crû encore plus nettement : + 28,2 % par rapport au quatrième trimestre 2020 et + 18,2 % par rapport au quatrième trimestre 2019. Dans ce contexte, le déficit commercial francilien sur l'ensemble de 2021 s'est encore creusé et a atteint 58,3 milliards d'euros (contre 49,9 milliards en 2020), soit plus qu'en 2008 (58,1 milliards), année du précédent plus bas.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

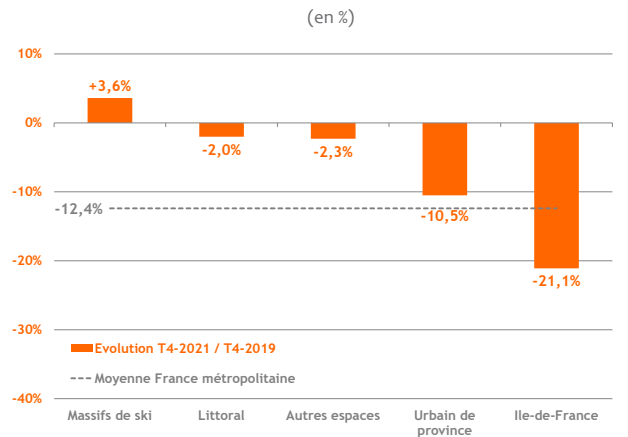
Hôtellerie

millions de nuitées dans les hôtels franciliens - 4^e trimestre 2021

13,7

Au quatrième trimestre 2021, l'activité touristique est restée plus affectée par les conséquences de la crise en Ile-de-France que dans les autres régions de l'hexagone. Ainsi, le nombre de nuitées hôtelières dans la région-capitale d'octobre à décembre derniers (13,7 millions) a été inférieur de 21,1 % à son niveau de la même période de 2019 ; même si son ampleur se réduit progressivement, le repli n'en a pas moins été deux fois plus conséquent que celui subi par les espaces urbains de province (- 10,5 %). L'absence de la clientèle internationale pénalise en effet particulièrement la région-capitale depuis le début de la pandémie (- 32,4 % pour ce segment au quatrième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2019) ; de même, les professionnels qui fréquentaient les salons, les congrès, etc. avant la pandémie n'ont encore que partiellement fait leur retour (- 27,3 % pour les nuitées d'affaires en Ile-de-France).

Evolution du nombre de nuitées hôtelières au quatrième trimestre 2021 par rapport à la même période de 2019



Source : Insee

Trafic aéroportuaire

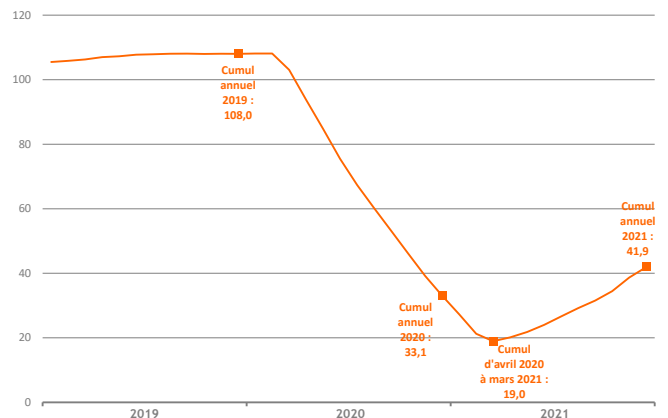
trafic passagers - 4^e trimestre 2021 - glissement annuel

+ 199,0 %

Après s'être trouvé quasiment à l'arrêt au printemps 2020, puis être resté très limité pendant plusieurs mois, le trafic passagers de Paris Aéroport se redresse peu à peu depuis le point bas atteint en mars 2021 ; ainsi, au quatrième trimestre 2021, il a quasiment triplé (+ 199,0 %) par rapport à la même période de 2020. Il n'en est pas moins resté inférieur de 38,3 % à son niveau du quatrième trimestre 2019. Le nombre de passagers à Roissy et Orly s'est ainsi élevé à 15,6 millions d'octobre à décembre 2021 et à 41,9 millions sur l'ensemble de 2021 ; ce cumul annuel a certes crû de 26,8 % par rapport à celui de 2020 mais est resté inférieur de 61,2 % aux 108,0 millions de janvier à décembre 2019. Les résultats déjà disponibles pour début 2022 montrent que, malgré la vague épidémique liée au variant omicron et la guerre en Ukraine, l'amélioration se poursuit et le trafic passagers de Paris Aéroport sur les douze derniers mois (i.e. de mars 2021 à février 2022) a atteint 47,2 millions.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Activité résiliente face à omicron et aux difficultés d'approvisionnement

Malgré un contexte sanitaire marqué par la diffusion du variant omicron en fin de période, l'activité industrielle francilienne a globalement été bien orientée au quatrième trimestre 2021 ; cette progression a été relativement importante dans le secteur des équipements électriques, électroniques et optiques ainsi que dans la chimie alors que l'industrie automobile est restée à la peine. Ce secteur est en effet particulièrement pénalisé par les difficultés d'approvisionnement persistantes en composants. Dans ce contexte, le taux d'utilisation de l'outil de production s'est établi à 75,4 % dans la région, restant inférieur de plusieurs points non seulement à sa moyenne de long terme mais aussi au niveau observé au plan national (80,0 %).

Bâtiment et travaux publics

Tensions inflationnistes et difficultés d'approvisionnement

L'activité du BTP a été très hétérogène en Ile-de-France au quatrième trimestre 2021. Ainsi, dans le bâtiment, le secteur du gros-œuvre est fortement reparti à la hausse, notamment en fin de période, tandis que l'activité est restée stable dans le second-œuvre ; dans les travaux publics, l'activité s'est même contractée dans un contexte marqué par les tensions inflationnistes sur les prix des matières premières et par les obstacles à l'approvisionnement pour de nombreux matériaux. Il est à noter que, malgré des difficultés de recrutement persistantes, les entreprises du gros-œuvre sont parvenues à étoffer leur effectif pour faire face au surcroît d'activité. Pour les mois à venir, hormis pour le gros-œuvre, les carnets de commandes sont jugés insuffisants, situation qui pourrait provoquer un ralentissement de l'activité.

Services marchands non financiers

Nouvelle hausse de l'activité fin 2021

Dans la continuité des trimestres précédents, l'activité des services marchands franciliens a été favorablement orientée au quatrième trimestre 2021 ; dans ce contexte, une large part des sous-secteurs a procédé à un renforcement des recrutements. Toutefois, cette tendance positive n'est pas homogène d'un secteur à l'autre et la nouvelle vague pandémique a même provoqué un recul dans l'hôtellerie en décembre, secteur pour lequel l'activité était pourtant en phase de rebond les mois précédents.

À court terme, la progression des indicateurs des services marchands franciliens devrait se poursuivre mais les prévisions formulées par les professionnels sont désormais plus mesurées.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

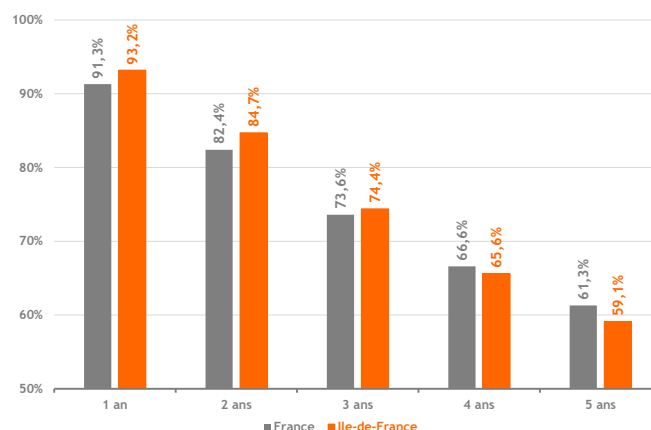
Près de 60 % des entreprises franciliennes sont toujours actives 5 ans après leur création

Les entreprises créées au cours du premier semestre 2014 ont été interrogées en 2017 et de nouveau en 2019 ; ces résultats indiquent la pérennité à 5 ans de ces entreprises et permettent de déterminer les facteurs ayant une influence, positive ou négative, sur la pérennité des entreprises. La pérennité globale à 5 ans des entreprises franciliennes est de 59,1 %, ce qui est légèrement inférieur à la pérennité des entreprises observée sur l'ensemble du territoire national (61,3 %). On observe que, lors des trois premières années ayant suivi leur création, les entreprises franciliennes affichaient un meilleur taux de pérennité que celui des entreprises françaises.

Le secteur d'activité d'une jeune entreprise apparaît comme étant un des facteurs de plus en plus déterminants quant à ses chances de survie. Ainsi, à 5 ans, ces taux varient de 65,2 % pour l'enseignement, la santé, l'action sociale et les autres activités de services à 53,3 % pour le commerce, les transports et l'hébergement-restauration.

La pérennité d'une entreprise croît avec l'âge du créateur, démontrant que plus le dirigeant est âgé, plus l'entreprise a de chances de survivre : ce taux est de 54,5 % pour les moins de 30 ans, 56,4 % pour les 30-39 ans, 62,1 % pour les dirigeants âgés de 40 à 49 ans et 62,9 % pour les dirigeants de 50 ans ou plus. La catégorie socio-professionnelle du créateur avant la naissance de l'entreprise a aussi une forte influence sur la pérennité de celle-ci : si le taux de pérennité des cadres (60,6 %) ou des employés (58,3 %) est proche de la moyenne (59,1 %), on observe un écart en faveur des professions intermédiaires (72,4 %) et en défaveur des ouvriers (49,2 %). Cet écart de taux de pérennité entre les entreprises créées par les professions intermédiaires et celles créées par les ouvriers est bien plus important en Ile-de-France (23,2 points) que pour la

Taux de pérennité des entreprises françaises et franciliennes, lors des 5 premières années



Source : Insee, enquête Sine 2014 (interrogation 2019), hors régime de l'auto-entrepreneur

France en moyenne (11,8 points).

Les moyens financiers au moment de la création sont également un facteur déterminant de la pérennité : plus le projet démarre avec des moyens importants, plus la pérennité est élevée : 56,0 % pour les projets lancés avec moins de 2 000 €, 56,5 % de 2 000 € à 6 000 €, 60,3 % de 6 000 € à 16 000 €, 62,4 % de 16 000 € à 80 000 € et 63,4 % pour les projets supérieurs à 80 000 €.

Pour en savoir plus :

« Près de 60 % des entreprises franciliennes sont toujours actives 5 ans après leur création », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°231, mars 2022, étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
 tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
 Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Julien TUILIER
 Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN
 Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL
 Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT
 Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
 PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
 Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
 Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
 Rédacteur en chef : Julien TUILIER

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Avril 2022

ISSN : 1266-3255